



Lyonnaise de Banque

28 juillet 2016

Rapport financier semestriel juin 2016

Les comptes ne sont pas audités mais font l'objet d'un examen limité

Sommaire

Chapitre 1 - Personne responsable

Responsable du rapport financier semestriel

Attestation du responsable

Chapitre II - Les comptes semestriels

Rapport semestriel d'activité

Comptes sociaux « condensés »

Chapitre III – Rapport des commissaires aux comptes sur l'examen limité des comptes semestriels

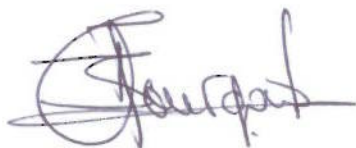
Chapitre IV – Documents accessibles au public

Documents accessibles au public

Responsables de l'information

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Lyon, le 25 Juillet 2016



Isabelle BOURGADE
Directeur Général

Rapport semestriel d'activité juin 2016

1er semestre 2016, la dissipation des inquiétudes du début d'année mise à mal par le Brexit

L'année 2016 a débuté avec des inquiétudes sur le risque de ralentissement brutal de la Chine pesant sur l'activité mondiale et les prix du pétrole. Les banques centrales ont réagi en assouplissant davantage leurs politiques monétaires (notamment en zone euro et au Japon) ou en retardant leur resserrement monétaire (aux Etats-Unis). Par la suite, l'activité a surpris positivement dans les économies occidentales et les efforts des autorités chinoises ont permis de dissiper les doutes des investisseurs. Cependant, la victoire du vote « Leave » au référendum sur le Brexit à la fin du semestre a complètement changé la donne. Entraînant un regain d'incertitude sur la cohérence du projet européen, il a également provoqué une plus grande prudence des banques centrales qui redoutent son impact sur la croissance et l'inflation.

En zone euro, les indicateurs d'activité ont validé une dynamique encourageante, alimentée par la consommation privée qui a bénéficié du recul des coûts énergétiques lié à la chute rapide des cours du baril de pétrole. L'économie profite également de conditions monétaires extrêmement favorables, notamment depuis les actions additionnelles de la BCE (baisse des taux directeurs et hausse du programme d'achat). L'investissement a pris le relais de la consommation et des exportations, permettant d'enclencher un cercle vertueux de croissance. En conséquence, le PIB en zone euro a progressé de 0,6% au premier trimestre grâce, notamment, à une confirmation de la reprise en France et en Allemagne. Néanmoins, si l'activité était toujours bien orientée en mai, la confiance risque de pâtir du manque de visibilité autour du Brexit, mettant à mal le redémarrage récent de la dynamique positive en zone euro.

En France, les indicateurs ont été globalement bien orientés avec la confirmation d'une croissance plus soutenue que prévue au premier trimestre grâce, notamment, à l'accélération de l'investissement des entreprises, favorisé par plusieurs facteurs (CICE, assouplissement des conditions financières, possibilité de suramortissement de 40%) ainsi qu'à une reprise progressive de l'immobilier. Concernant la politique économique, le projet de loi sur la réforme du marché du travail « El Khomri » a poursuivi son difficile processus parlementaire et a fini par être voté.

Ce début d'année a été également marqué par la poursuite des tensions monétaires entre les banques centrales. Un accord tacite d'inaction entre les institutions semble avoir été mis en œuvre, calmant le jeu. Pour contrecarrer la dégradation de l'environnement au premier trimestre, la banque centrale européenne et la banque du Japon ont assoupli leurs politiques monétaires, tandis que la Réserve fédérale américaine a, de son côté, annoncé un rythme de resserrement monétaire plus lent qu'attendu en 2016. Si les améliorations constatées au cours du semestre sur les différentes économies avaient nettement réduit la probabilité d'actions additionnelles, la victoire du Brexit a complètement changé la donne pour les banques centrales qui se montrent désormais particulièrement prudentes. La banque centrale japonaise doit notamment faire face à une forte appréciation du yen qu'elle ne parvient pas à maîtriser.

Perspectives 2016 :

Au cours du second semestre, une poursuite de la dynamique de croissance dans les économies développées est attendue parallèlement à une stabilisation dans le reste du monde. Cependant, en raison du manque de visibilité lié à la victoire du « Brexit », la croissance en zone euro devrait être plus faible que prévu. Les banques centrales devraient accentuer leur action, pesant davantage sur les taux. Plusieurs éléments pourraient cependant compromettre ce scénario :

- un « accident » sur l'activité en Chine, pouvant provoquer une nouvelle vague d'inquiétude sur la croissance mondiale ;
- un blocage de la croissance et une dégradation de la confiance en amont des élections aux Etats-Unis ;
- la montée des tensions entre Européens lors des négociations de sortie du Royaume-Uni de l'UE ;
- les nombreux risques sur les situations politiques internes en Europe : effet domino du Brexit avec la montée des partis eurosceptiques, tenue du référendum en Italie sur un point clé du programme de Matteo Renzi, risque de voir l'Espagne sans gouvernement sur une durée importante ;
- l'aggravation des risques géopolitiques au Moyen-Orient.

**CIC LYONNAISE DE BANQUE
BONNE PERFORMANCE COMMERCIALE
ET PROGRESSION DES RESULTATS**

Pour CIC Lyonnaise de Banque, le premier semestre 2016 se caractérise par la poursuite de la conquête et de la fidélisation de la clientèle, par la progression des encours de crédits et dépôts, la croissance des activités d'assurances et de services (banque à distance, télésurveillance, téléphonie) et par le maintien du coût du risque à un faible niveau.

L'encours des crédits clientèle s'établit à 25,7 milliards d'euros à fin juin 2016 (+5,2%), celui des dépôts à 22,0 milliards d'euros (+9,1%) et celui des capitaux gérés et conservés à 14,0 milliards d'euros (+1,5%).

Le coefficient d'engagement (*) a été réduit à 116,7% contre 121,5% en juin 2015 conformément aux exigences réglementaires Bâle III.

La Banque confirme ainsi sa solidité commerciale et financière alors que l'évolution des indicateurs économiques est encourageante malgré un léger fléchissement à la fin du semestre et les incertitudes mentionnées au paragraphe précédent.

La forte dynamique commerciale a porté ses fruits :

- 52 393 nouveaux clients sur le semestre -dont 37 479 clients particuliers et 11 657 clients professionnels/entreprises- portant leur nombre total à 1 046 975 (+2,7%),
- progression de 8,8% de l'assurances IARD pour atteindre 957 318 contrats,
- développement des activités de services notamment la « Banque à distance » : 1 156 446 contrats (+19,0%), la « Téléphonie » : 103 377 contrats (+14,2%), la « Télésurveillance » : 18 897 contrats (+4,6%) et les « TPE » : 40 086 contrats (+7,6%).

L'année 2016 est également marquée par la cession de la dernière participation consolidée de la banque (Banque Pasche). Les résultats au 30 juin 2016 sont donc présentés en format comptes sociaux selon les normes ANC de l'Autorité des Normes Comptables.

Sur ces bases, le Produit Net Bancaire est en hausse de 7,1% à 385,8 millions d'euros. Les frais généraux évoluent de +4,1% à 240,6 millions d'euros après la comptabilisation pour la première année au 30 juin de la cotisation au Fonds de Résolution Unique Européen (5,0 millions d'euros).

Le résultat brut d'exploitation ressort à 145,1 millions d'euros en progression de 12,5%.

Le coût du risque s'élève à 15,5 millions d'euros contre 17,9 millions d'euros au 1er semestre 2015 (-13,6%). Le coût du risque annualisé atteint 0,12% des encours de crédits contre 0,15% en fin juin 2015.

Le ratio de couverture par provisions des créances douteuses s'établit à 50,0% contre 50,1% en fin juin 2015.

Le résultat net atteint 74,6 millions d'euros contre 70,0 millions d'euros fin juin 2015 en progression de +6,6%.

(*) rapport exprimé en pourcentage entre le total des crédits nets et les dépôts bilan clientèle.

Perspectives

CIC Lyonnaise de Banque, fort du soutien et de la solidité financière de son actionnaire Groupe Crédit Mutuel-CM11 (noté à long terme A par Standard & Poor's, A+ par Fitch et Aa3 par Moody's) poursuivra :

- le développement de son réseau commercial,
- l'enrichissement de sa gamme de produits et de services sur tous les marchés,
- son objectif de rendre le meilleur service aux particuliers, professionnels, entreprises et aux associations,
- son soutien actif à l'activité économique locale et régionale au plus près des besoins de sa clientèle.

Comptes sociaux condensés

BILAN SOCIAL (en milliers d'euros)

ACTIF	Notes	2016 30 juin	2015 31 décembre
Caisse, Banques centrales , CCP	2	72 790	78 933
Créances sur les établissements de crédit	2	4 873 112	4 532 787
Opérations avec la clientèle	3	25 680 266	24 942 528
Obligations, actions et autres titres à revenu fixe et variable		9 697	11 966
- Obligations et autres titres à revenu fixe	4	8 711	8 711
- Actions et autres titres à revenu variable	5	986	3 255
Participations, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme	6	62 258	136 859
- Participations et autres titres détenus à long terme		17 878	17 970
- Parts dans les entreprises liées		44 380	118 889
Immobilisations incorporelles	7	44 119	44 196
Immobilisations corporelles	7	183 811	187 734
Autres actifs	8	707 966	651 360
Comptes de régularisation	8	206 655	482 275
Total de l'actif		31 840 674	31 068 638

Hors-bilan (en milliers d'euros)**Engagements reçus****Engagements de financement**

Engagements reçus d'établissements de crédit 1 000 000

Engagements de garantie

Engagements reçus d'établissements de crédit 5 866 854 5 790 113

Engagements sur titres

Autres engagements reçus 890 509

BILAN SOCIAL (en milliers d'euros)

PASSIF	Notes	2016 30 juin	2015 31 décembre
Dettes envers les établissements de crédit	10	8 085 058	8 135 323
Opérations avec la clientèle	11	22 021 714	21 003 700
Dettes représentées par un titre	12	263 880	269 594
Autres passifs	8	39 701	63 899
Comptes de régularisation	8	349 108	558 027
Provisions	13	154 612	158 623
Dettes subordonnées	14	139 610	58 725
Fonds pour risques bancaires généraux	15	27 867	27 867
Capitaux propres	15	759 124	792 880
- Capital souscrit		260 840	260 840
- Primes d'émission		90 421	90 421
- Réserves		330 671	325 996
- Report à nouveau		76	72
- Provisions réglementées		2 473	2 581
- Résultat de l'exercice		74 643	112 970
Total du passif		31 840 674	31 068 638

Hors-bilan (en milliers d'euros)**Engagements donnés****Engagements de financement**

Engagements en faveur d'établissements de crédit	2 193	2 037
Engagements en faveur de la clientèle	3 487 919	3 224 029

Engagements de garantie

Engagements d'ordre d'établissements de crédit	140 855	139 373
Engagements d'ordre de la clientèle	3 293 047	3 209 654

Engagements sur titres

Autres engagements donnés	890	509
---------------------------	-----	-----

COMPTE DE RESULTAT (en milliers d'euros)

	Notes	2016 30 juin	2015 31 décembre	2015 30 Juin
+ Intérêts et produits assimilés	17	372 312	797 574	411 018
+ Intérêts et charges assimilées	17	(174 968)	(410 953)	(224 519)
+ Revenus des titres à revenu variable	18	232	2 677	2 608
+ Commissions (produits)	19	210 283	422 353	212 406
+ Commissions (charges)	19	(41 083)	(82 996)	(40 983)
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	20	3 021	5 925	2 984
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et c	21	1 127	392	399
+ Autres produits d'exploitation bancaire	22	20 371	3 738	1 707
+ Autres charges d'exploitation bancaire	22	(5 533)	(11 067)	(5 513)
= Produit Net Bancaire		385 762	727 643	360 107
+ Charges de personnel	23	(137 044)	(253 650)	(133 900)
+ Autres charges administratives		(91 996)	(171 667)	(85 790)
+ Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations		(11 575)	(23 324)	(11 449)
= Charges de fonctionnement		(240 615)	(448 641)	(231 139)
= Résultat Brut d'Exploitation		145 147	279 002	128 968
+ Coût du risque	24	(15 493)	(46 147)	(17 926)
= Résultat d'Exploitation		129 654	232 855	111 042
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	25	(9 314)	(32 028)	530
= Résultat Courant		120 340	200 827	111 572
+/- Résultat exceptionnel		35		
+ Impôts sur les bénéfices	26	(45 840)	(87 753)	(41 575)
+/- Dotations/reprises de FRBG et provisions réglementées		108	(104)	19
= Résultat Net Global		74 643	112 970	70 016

ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS

Les notes de l'annexe sont présentées en milliers d'euros.

Note 1 - Principes comptables, méthodes d'évaluation et de présentation

Les comptes sociaux semestriels condensés sont établis conformément aux règlements ANC 2014-07 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire et ANC 2014-03 relatif au plan comptable général, et suivant la recommandation ANC 2001-R02 qui lui permet la publication d'états financiers condensés.

Ils viennent en complément des états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2015.

A partir de cet exercice, CIC Lyonnaise de Banque n'a plus à présenter des comptes consolidés de son sous-groupe du fait de la cession de sa dernière filiale consolidée. Par conséquent, la publication de ses comptes semestriels arrêtés au 30 juin 2016 se fait sur la base des comptes sociaux.

Ainsi, pour permettre une meilleure comparabilité entre la situation à juin 2015 et fin juin 2016 du compte de résultat social publié, il convient de tenir compte des événements suivants qui ont été comptabilisés pour la première fois dans les comptes sociaux au 30 juin 2016 :

- la Contribution au Fonds de Résolution unique (FRU) 2016 :

La charge de cette cotisation, d'un montant de 5,0 millions d'euros, a été payée et enregistrée dans les comptes sociaux à fin juin 2016 contrairement à la situation des comptes sociaux à fin Juin 2015 qui n'ont pas été impactés par la taxe FRU 2015.

- les commissions d'avenant :

Dans le cadre de la renégociation de taux de prêt, les commissions perçues au cours du 1^{er} semestre 2016 sont étalées sur la durée du crédit contrairement à l'exercice précédent lors duquel elles étaient comptabilisées intégralement sur l'exercice de perception.

L'impact de cet étalement dans les comptes sociaux à fin 2016 constitue une baisse de produits de 1,4 million d'euros.

- la Provision Générale pour Risques de Crédit (PGRC) :

La provision générale pour risque de crédit (PGRC) est celle calculée pour les besoins de la clôture au 31 décembre 2015.

Conformément à la pratique d'arrêt de comptes sociaux intermédiaires du groupe CIC, les bases de calcul n'ont pas été actualisées au 30 juin 2016, avec pour effet une minoration de la PGRC de l'ordre de 2.8 millions d'euros à cette date.

NOTE 2 - Créances sur les établissements de crédit

	Juin 2016		31.12.15	
	A vue	A terme	A vue	A terme
Caisse, banques centrales, CCP	72 790		78 933	
Comptes ordinaires	3 481 898		3 450 843	
Prêts, valeurs reçues en pension	2 395	1 384 872	2 071	1 070 839
Titres reçus en pension livrée				
Créances rattachées		3 947		9 034
Créances douteuses				
Dépréciation des créances douteuses				
Total	3 557 083	1 388 819	3 531 847	1 079 873
Total des créances sur les établissements de crédit		4 945 902		4 611 720
dont prêts participatifs		34 002		34 002
dont prêts subordonnés				

Les créances douteuses ne comprennent pas de créances douteuses compromises.

Il n'y a pas de crédits restructurés à des conditions hors marchés parmi les créances saines.

NOTE 3 - Créances sur la clientèle

	Juin 2016	31.12.15
Créances commerciales	93 983	100 516
<i>dont affacturage</i>		
Créances rattachées		
Autres concours		
- Prêts et crédits	24 075 064	23 419 126
- Titres reçus en pension livrée		
- Créances rattachées	44 728	43 312
Comptes ordinaires débiteurs	1 047 707	983 325
Créances rattachées	43	
Créances douteuses	837 874	817 432
Dépréciation des créances douteuses	(419 133)	(421 183)
Total	25 680 266	24 942 528
dont prêts participatifs		
dont prêts subordonnés		

Parmi les créances douteuses, les créances douteuses compromises s'élèvent à 681,71 M€ et font l'objet de 346,71 M€ de dépréciations.

Les crédits restructurés représentent un montant total de 144,95 millions d'euros.

Répartition des créances sur la clientèle	Créances brutes	Créances douteuses	Créances douteuses compromises	Provisions
Répartition par grands types de contrepartie				
- Grand public	18 693 714	100 388	454 357	(242 892)
- Entreprises	6 567 813	55 774	227 355	(176 241)
- Grandes entreprises				
Total	25 261 527	156 162	681 712	(419 133)

NOTE 4 - Obligations & autres titres à revenu fixe

	Juin 2016				31.12.15			
	Transaction	Placement	Invest.	Total	Transaction	Placement	Invest.	Total
Titres détenus cotés								
Titres détenus non cotés		751		751		751		751
Titres prêtés								
Créances rattachées								
Créances douteuses			19 748	19 748			19 748	19 748
Montant brut		751	19 748	20 499		751	19 748	20 499
Dépréciations								
. Sur risque de taux		(751)		(751)		(751)		(751)
. Sur créances douteuses			(11 037)	(11 037)			(11 037)	(11 037)
Montant net			8 711	8 711			8 711	8 711

Au cours de l'année 2015, aucun transfert de portefeuille n'a eu lieu.

NOTE 5 - Actions & autres titres à revenu variable

	Juin 2016				31.12.15			
	Transaction	Placement	T.A.P.	Total	Transaction	Placement	T.A.P.	Total
Titres détenus cotés		200		200		2 469		2 469
Titres détenus non cotés		1 062		1 062		1 062		1 062
Titres prêtés								
Créances rattachées								
Montant brut		1 262		1 262		3 531		3 531
Dépréciation des titres		(276)		(276)		(276)		(276)
Total		986		986		3 255		3 255
Plus-values latentes		648		648		1 839		1 839

Aucun transfert entre portefeuilles n'a eu lieu durant l'exercice 2015.

NOTE 6 - Titres de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme

	31.12.15	Acquisitions Dotations	Cessions Reprises	Transferts	Autres variations	Juin 2016
Autres titres détenus à long terme						
- cotés						
- non cotés	8 790					8 790
Titres de participation						
- cotés	301				321	622
- non cotés	10 194				(320)	9 874
Parts dans les entreprises liées						
- cotés						
- non cotés (*)	216 387		(171 987)			44 400
Titres de sociétés mises en équivalence						
Sous-total	235 672		(171 987)		1	63 686
Ecarts de conversion	8 732				(8 732)	
Titres prêtés						
Créances rattachées						
Appels de fonds et avances en compte courant dans les S.C.I.	447	12	(20)			439
Montant brut	244 851					64 125
Dépréciation						
- titres cotés		(85)				(85)
- titres non cotés (*)	(107 992)		106 210			(1 782)
Sous-total	(107 992)	(85)	106 210			(1 867)
Montant net	136 859					62 258

(*) Concerne cession de la Banque Pasche

Toutes les transactions avec les parties liées ont été conclues à des conditions normales de marché. Les conditions peuvent être considérées comme normales lorsqu'elles sont habituellement pratiquées par l'établissement dans les rapports avec les tiers de sorte que le bénéficiaire de la convention n'en retire pas un avantage par rapport aux conditions faites à un tiers quelconque de la société, compte tenu des conditions d'usage dans les sociétés du même secteur.

NOTE 7 - Immobilisations corporelles et incorporelles

Immobilisations corporelles	31.12.15	Acquisitions Dotations	Cessions Reprises	Autres variations	Juin 2016
Valeur brute					
. Terrains d'exploitation	7 007				7 007
. Terrains hors exploitation	1 945				1 945
. Constructions d'exploitation	395 566	3 507	(1 890)	3 388	400 571
. Constructions hors exploitation	16 679	151		62	16 892
. Autres immobilisations corporelles	77 671	4 115	(1 245)	(3 558)	76 983
Montant brut	498 868	7 773	(3 135)	(108)	503 398
Amortissements					
. Terrains d'exploitation					
. Terrains hors exploitation					
. Constructions d'exploitation	(244 261)	(10 390)	1 823		(252 828)
. Constructions hors exploitation	(7 078)	(310)			(7 388)
. Autres immobilisations corporelles	(59 795)	(816)	1 240		(59 371)
Montant des amortissements	(311 134)	(11 516)	3 063		(319 587)
Montant net	187 734				183 811

Immobilisations incorporelles	31.12.15	Acquisitions Dotations	Cessions Reprises	Autres variations	Juin 2016
Valeur brute					
. Fonds commerciaux	8 104				8 104
. Frais de recherche et de développement					
. Autres immobilisations incorporelles	50 765	191		108	51 064
Montant brut	58 869	191		108	59 168
Amortissements					
. Fonds commerciaux	(8 028)	(5)		0	(8 033)
. Frais de recherche et de développement					
. Autres immobilisations incorporelles	(6 645)	(371)			(7 016)
Montant des amortissements	(14 673)	(376)		0	(15 049)
Montant net	44 196				44 119

NOTE 8 - Comptes de régularisation et autres actifs et passifs

	Juin 2016		31.12.15	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Comptes de régularisation				
Comptes d'encaissement	4 635	11 354	4 467	36 213
Comptes d'ajustements devises et hors-bilan		15 711	1 414	24 644
Autres comptes de régularisation	202 020	322 043	476 394	497 170
Sous-total	206 655	349 108	482 275	558 027
Autres actifs et passifs				
Primes sur options	36		21	
Comptes de règlement d'opérations sur titres		60		38
Dettes représentatives des titres empruntés				
Débiteurs et créditeurs divers	707 924	39 540	651 332	63 794
Créances et dettes rattachées	20	101	21	67
Dépréciation	(14)		(14)	
Sous-total	707 966	39 701	651 360	63 899
Total	914 621	388 809	1 133 635	621 926

NOTE 9 - Dépréciation des créances douteuses et provisions

	31.12.15	Dotations	Reprises	Autres variations	Juin 2016
Actif					
Dépréciation sur créances sur les établissements de crédit					
Dépréciation sur créances sur la clientèle	421 183	41 644	(43 620)	(74)	419 133
Dépréciation sur obligations et autres titres à revenu fixe	11 788				11 788
Passif					
Provisions sur engagements par signature	8 933	1 086	(3 131)		6 888
Provisions générales pour risques de crédit	84 699				84 699
Provisions sur créances	1 730	2 057	(143)		3 644
Total	528 333	44 787	(46 894)	(74)	526 152

Le total des créances douteuses sur la clientèle et sur les opérations de crédit-bail et assimilées est de 837,9 M€.
Elles sont couvertes par des dépréciations d'actif à hauteur de 419,1 M€ soit 50,02% contre 51,53% au 31-12-2015.

Le taux de couverture des encours clientèle bruts par l'ensemble des dépréciations couvrant des risques de crédit s'établit à 1,62% contre 1,67% en fin d'exercice 2015.
Les créances douteuses sont couvertes par ces dépréciations à l'exception des provisions générales pour risques de crédit qui concernent les créances saines.

NOTE 10 - Dettes envers les établissements de crédit

	Juin 2016		31.12.15	
	A vue	A terme	A vue	A terme
Banques centrales, CCP				
Comptes ordinaires	108 815		84 462	
Comptes à terme		7 964 727		8 036 485
Valeurs données en pension				
Titres donnés en pension livrée				
Dettes rattachées		11 516		14 376
Total	108 815	7 976 243	84 462	8 050 861
Total des dettes envers les établissements de crédit		8 085 058		8 135 323

NOTE 11 - Comptes créditeurs de la clientèle

	Juin 2016		31.12.15	
	A vue	A terme	A vue	A terme
Comptes d'épargne à régime spécial	5 077 168	1 647 174	4 958 488	1 505 298
Dettes rattachées	17 906	19 609		35
Total - Comptes d'Epargne à Régime Spécial	5 095 074	1 666 783	4 958 488	1 505 333
Autres dettes	9 704 207	5 514 797	9 033 931	5 439 363
Titres donnés en pension livrée				
Dettes rattachées	132	40 721	35	66 550
Total - Autres dettes	9 704 339	5 555 518	9 033 966	5 505 913
Total des comptes créditeurs de la clientèle à vue et à terme		22 021 714		21 003 700

NOTE 12 - Dettes représentées par un titre

	Juin 2016	31.12.15
Bons de caisse	11 594	12 139
Titres du marché interbancaire & titres de créance négociables	250 500	250 900
Dettes rattachées	1 786	6 555
Total	263 880	269 594

NOTE 13 - Provisions

	31.12.15	Dotations	Reprises	Autres variations	Juin 2016
Provisions pour risques de contrepartie					
- engagements par signature	8 933	1 086	(3 131)		6 888
- engagements de hors-bilan					
- risques pays					
- provisions générales pour risques de crédit	84 699				84 699
- provisions épargne logement	6 252	1 391	(108)		7 535
- autres provisions pour risques de contrepartie	1 730	2 057	(143)		3 644
Provisions pour pertes sur instruments financiers à terme					
Provisions sur filiales et participations					
Provisions pour risques et charges hors risques de contrepartie					
- provisions pour charges de retraite	25 371				25 371
- autres provisions pour risques et charges	31 638	4 629	(9 792)		26 475
Total	158 623	9 163	(13 174)		154 612

NOTE 14 - Dettes subordonnées

	31.12.15	Emissions	Remboursements	Autres variations	Juin 2016
Dettes subordonnées		80 968			80 968
Emprunts participatifs	15 433				15 433
Dettes subordonnées à durée indéterminée	42 991				42 991
Dettes rattachées	301			(83)	218
Total	58 725	80 968		(83)	139 610

Détail dettes subordonnées :

	Date Emission	Montant Emission	Montant fin d'exercice
Principales dettes subordonnées :			
Emprunt subordonné	2016	80 968	80 968
Autres emprunts participatifs	1985	37 027	15 433
TSDI	1987	55 472	42 991
Dettes rattachées			218
total			139 610

NOTE 15 - Capitaux propres et FRBG

	Capital	Primes	Réserves	Ecarts de réévaluation	Provisions réglementées	Report à nouveau	Résultat exercice	Total	Fonds pour risques bancaires généraux
Solde au 1.1.2015	260 840	90 421	318 196		2 476	21	70 368	742 322	27 867
Résultat de l'exercice							112 970	112 970	
Affectation du résultat de l'exercice précédent			7 800				(70 368)		
Distribution de dividendes						62 568 (62 517)		(62 517)	
Augmentation de capital									
Incidence des réévaluations									
Autres variations					105			105	
Solde au 31.12.2015	260 840	90 421	325 996		2 581	72	112 970	792 880	27 867
Solde au 1.1.2016	260 840	90 421	325 996		2 581	72	112 970	792 880	27 867
Résultat de l'exercice							74 643	74 643	
Affectation du résultat de l'exercice précédent			4 675			108 295	(112 970)		
Distribution de dividendes						(108 291)		(108 291)	
Augmentation de capital									
Incidence des réévaluations									
Autres variations					(108)			(108)	
Solde au 31.12.2015	260 840	90 421	330 671		2 473	76	74 643	759 124	27 867

Le capital de CIC Lyonnaise de Banque est détenu à 100% par le CIC; il est composé de 8 414 202 actions au nominal de 31 euros.

Le poste "Reserves" est constitué de la réserve légale pour 26 084 k€, des réserves facultatives pour 12 475 k€ et des autres réserves pour 292 112 k€.

CIC Lyonnaise de Banque est intégré globalement dans les comptes consolidés du Groupe CIC, du Groupe CM11-CIC et du Groupe CREDIT MUTUEL.

NOTE 16 - Ventilation de certains actifs / passifs selon leur durée résiduelle

	< 3 mois et à vue	> 3 mois < 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans	A durée indéterminée	Créances dettes rattachées	Total
ACTIFS							
Créances sur les établissements de crédit *	3 691 254	3 371	39 751	1 207 579		3 947	4 945 902
Créances sur la clientèle **	2 852 591	2 180 680	8 786 607	11 423 993		44 771	25 288 642
Obligations et autres titres à revenu fixe ***				751			751
PASSIFS							
Dettes envers les établissements de crédit	592 716	1 528 020	3 765 872	2 186 934		11 516	8 085 058
Comptes créditeurs de la clientèle	16 685 137	2 123 315	2 597 243	537 651		78 368	22 021 714
Dettes représentées par un titre							
- Bons de caisse	373	9 481	1 740			123	11 717
- Titres du marché interbancaire et titres de créance négociables		200 250	50 250			1 663	252 163
- Emprunts obligataires							
- Autres							

* à l'exception des créances douteuses et des provisions pour dépréciation

** à l'exception des valeurs non imputées, de l'étalement frais dossiers sur prêts, des créances douteuses et des provisions pour dépréciation

*** exclusivement pour les titres de placement et d'investissement (hors créances douteuses)

NOTE 17 - Produits et charges sur intérêts

	Juin 2016		Juin 2015	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Etablissements de crédit	16 255	26 617	25 802	50 343
Clientèle	356 057	143 145	385 177	166 574
Crédit-bail et location simple				
Obligations et autres titres à revenu fixe		5 206		7 602
Autres			39	
Total	372 312	174 968	411 018	224 519
dont charges sur dettes subordonnées		513		702

NOTE 18 - Revenus des titres à revenu variable

	Jun 2016	Jun 2015
Titres de placement		
Titres de l'activité de portefeuille		
Titres de participation et ATDLT	114	197
Parts dans les entreprises liées	118	2 411
Revenus des parts de S.C.I.		
Total	232	2 608

NOTE 19 - Commissions

	Jun 2016		Jun 2015	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Opérations de trésorerie & interbancaires	7		242	
Opérations avec la clientèle	84 355	1 398	88 798	1 091
Opérations sur titres		107		138
Opérations de change	517		662	
Opérations de hors-bilan				
. Engagements sur titres				
. Engagements financiers à terme				
. Engagements de financement et de garantie		108		322
Prestations de services financiers	112 887	2 681	110 753	3 046
Commissions sur moyens de paiement		33 296		33 355
Autres commissions (dont produits rétrocédés)	12 517	3 493	11 951	3 031
Total	210 283	41 083	212 406	40 983

NOTE 20 - Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation

	Jun 2016	Jun 2015
- Sur titres de transaction		10
- Sur opérations de change	3 021	3 493
- Sur instruments financiers à terme		
Sous-total	3 021	3 503
- Dotations aux provisions sur instruments financiers		
- Reprises de provisions sur instruments financiers		
Total	3 021	3 503

NOTE 21 - Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés

	Jun 2016	Jun 2015
Opérations sur titres de placement		
- Plus-values de cession	1 127	4
- Moins-values de cession		
- Dotations aux provisions pour dépréciation		
- Reprises de provisions pour dépréciation		
Total	1 127	4

NOTE 22 - Autres produits et charges d'exploitation bancaire

	Jun 2016		Jun 2015	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Produits accessoires	1 255		1 042	
Transferts de charges				
Dotations nettes aux provisions pour risques et charges		(211)		(91)
Autres produits et charges d'exploitation bancaire	19 104	5 744	660	5 604
Produits nets des autres activités	12		5	
Total	20 371	5 533	1 707	5 513

NOTE 23 - Charges de personnel

	Juin 2016	Juin 2015
Salaires & traitements	78 409	76 930
Charges sociales (*)	35 242	35 402
Intéressement et participation des salariés	9 485	8 045
Impôts, taxes & versements assimilés sur rémunérations	13 871	13 387
Dotations nettes aux provisions pour retraite		
Autre dotation nette aux provisions pour risques et charges	37	136
Total	137 044	133 900

(*) dont le montant de 2 202 k€ de crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi comptabilisé au crédit des charges du personnel.

NOTE 24 - Coût du risque

	Juin 2016	Juin 2015
Dotations aux provisions pour dépréciation des créances douteuses	39 854	44 893
Reprises de provisions pour dépréciation des créances douteuses	(41 869)	(49 982)
Pertes sur créances irrécupérables couvertes par des provisions	16 034	26 516
Pertes sur créances irrécupérables non couvertes par des provisions	2 203	1 336
Récupérations sur créances amorties	(599)	(765)
Solde des créances	15 623	21 998
Dotations aux provisions pour risques et charges (1)	3 144	1 389
Reprises de provisions pour risques et charges	(3 274)	(5 461)
Solde des risques	(130)	(4 072)
Total	15 493	17 926

NOTE 25 - Gains ou pertes sur actifs immobilisés

	Juin 2016		Juin 2015	
	Effets publics & valeurs assimilées	Obligations & ATRF	Participation & ATDLT	
			Parts dans es entreprise: liées (*)	
			Total	
			Total	
Sur immobilisations financières				
- Plus-values de cessions				119
- Moins-values de cessions			(115 396)	(77)
- Dotations pour dépréciation	(85)		(85)	
- Reprises de provisions pour dépréciation			106 210	78
Sous-total	(85)		(9 271)	120
Sur immobilisations corporelles et incorporelles				
- Plus-values de cessions			27	739
- Moins-values de cessions			(70)	(329)
Sous-total			(43)	410
Total			(9 314)	530

(*) Cession de la Banque Pasche

NOTE 26 - Impôts sur les bénéfices

	Juin 2016	Juin 2015
Impôt courant - Hors effet de l'intégration fiscale	(45 304)	(41 413)
Impôt courant - Régularisation sur exercices antérieurs	(536)	(162)
Impôt courant - Effet de l'intégration fiscale		
Total	(45 840)	(41 575)

NOTE 27 - Effectifs moyens

	Juin 2016	Juin 2015
Techniciens de la banque	1 845	1 880
Cadres	1 769	1 713
Total	3 614	3 593

Rapport des commissaires aux comptes sur l'examen limité des comptes semestriels

Lyonnaise de Banque
Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2016

**Rapport des commissaires aux comptes
sur l'information financière semestrielle**

PricewaterhouseCoopers Audit
63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex
S.A.S. au capital de € 2.510.460

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

ERNST & YOUNG et Autres
1/2, place des Saisons
92400 Courbevoie - Paris-La Défense 1
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

Lyonnaise de Banque

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2016

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels condensés de la Lyonnaise de Banque, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2016, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels condensés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Nous précisons que s'agissant des premiers comptes semestriels condensés de la société établis en date du 30 juin 2016, les informations relatives à la période du 1^{er} au 30 juin 2015 présentées à titre comparatif n'ont pas fait l'objet d'un audit ou d'un examen limité.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels condensés avec les règles et principes comptables français.

2. Vérification spécifique

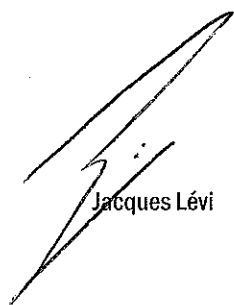
Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels condensés.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 29 juillet 2016

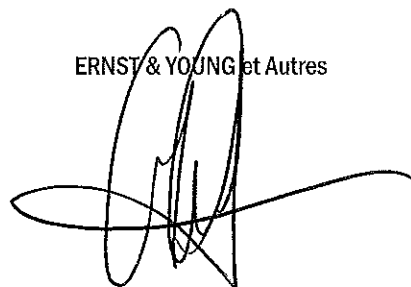
Les Commissaires aux Comptes

PricewaterhouseCoopers Audit



Jacques Lévi

ERNST & YOUNG et Autres



Olivier Durand

Documents accessibles au public

Sur le site cic.fr, rubrique « actionnaires et investisseurs »

Sur le site de l'AMF.

Responsables de l'information

Hervé Bressan – directeur financier

Téléphone : 01 53 48 70 21

herve.bressan@cic.fr

Frédéric Monot – responsable de la communication

Téléphone : 01 53 48 79 57

frederic.monot@cic.fr